

FRC 1713

CADASTRE GÉNÉRAL

DE LA FRANCE,

PAR M. P. F. AUBRY, Député du Bailliage de
Villers-Coterets.

IMPRIMÉ PAR ORDRE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

A PARIS,
DE L'IMPRIMERIE NATIONALE.
1790.

THE UNIVERSITY
LIBRARY

Case
FRC
13684

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY

ASTEN LENOX TILDEN FOUNDATION

125 WEST 4TH STREET NEW YORK CITY

1897

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY
ASTEN LENOX TILDEN FOUNDATION
125 WEST 4TH STREET NEW YORK CITY

CADASTRE GÉNÉRAL

D E

L A F R A N C E.

M E S S I E U R S ,

PAR les dispositions du rapport de votre Comité d'impositions , portant le titre : *Ordre du Travail* , l'établissement des contributions , leur encadastrement selon l'ordre de la nouvelle division de la France , & vos rapports avec les corps administratifs & municipaux , assurent d'avance aux peuples la justice que vous devez à tous.

Heureux sans doute , Messieurs , de pouvoir terminer aussi glorieusement votre ouvrage ! Encore un pas , l'ancien régime fiscal n'est plus. Nos inquiétudes cessent ; la confiance renaît ; la révolution est consommée ; & la France devenue libre , ne verra bientôt plus d'esclaves sur le globe. C'est à vous seuls , Messieurs , qu'il appartient de répartir la masse entière des contributions entre les différens départemens : leur répar-

tition particulière est l'ouvrage de vos directoires de départemens & de districts; & c'est aux administrateurs municipaux que vous avez réservé de répartir justement l'impôt, & vous voulez que chacun le supporte en proportion de sa richesse, sous quelque forme qu'elle se représente; enfin, qu'aucun ne puisse jamais troubler l'ordre public, en se soustrayant au tribut qu'il doit.

L'échelle de votre administration est établie de manière que, de votre sein aux administrations de département, & de ces dernières à celles de district, tout est parfaitement lié; mais de ces administrations de district aux municipales, la distance est trop grande: il y a double échelon.

Je ne fais point cette observation, Messieurs, dans la vue de vous proposer de revenir sur aucuns de vos décrets.

Il est cependant vrai de dire qu'au moment où votre comité de constitution vous a présenté son projet d'organisation des différentes administrations, s'il m'eût été possible de faire alors entendre ma faible voix, j'aurois demandé que les administrations primaires des municipalités fussent toutes concentrées dans les petites villes & bourgades, & qu'alors vous n'eussiez accordé aux différentes paroisses, qui toutes le desireront aujourd'hui & le demandent avec instance, d'autres administrateurs qu'un syndic, pour correspondre avec la municipalité du canton, & exercer la police territoriale, enfin, pour assembler les habitans, cultivateurs, & tous intéressés à la répartition des contributions, à l'effet de procéder entr'eux à cette répartition.

Mais, Messieurs, sans contrevenir à l'esprit de vos décrets, & dans la vue de perfectionner votre ouvrage, n'est-il pas des moyens? & s'il en existe, seroit-ce une indiscretion de vous les proposer, sur-tout, si dans les circonstances de la répartition des contributions foncières où autres, il devient en quelque sorte impossible de parvenir à cette répartition, parce

qu'il n'y a point d'intermédiaire entre les directoires de vos districts & vos administrateurs municipaux. Ce que je vais dire , par conséquent , & qui n'est qu'un mot, n'est point hors de la question.

Depuis six mois , Messieurs , comme membre des comités de constitution & de finances , je travaille à la vérification des procès-verbanx des cartes des différens départemens , à l'effet de les dresser dans une forme méthodique & parfaitement régulière.

Ce travail est très-avancé , & j'aurai l'honneur de vous en faire le rapport , quand vous voudrez , pourvu que j'en sois prévenu une semaine d'avance. Je desire que vous y rencontriez les vues d'utilité qui me l'ont fait entreprendre.

C'est de ce travail , Messieurs , que j'ai tiré le discours que j'ai eu l'honneur de vous faire sur la liquidation de la dette publique.

C'est à l'aide de ce travail que je pourrai vous présenter , sur la division de la France en départemens , districts & cantons , le tableau des districts sous leurs différens rapports , afin que vous puissiez juger des changemens dont ils sont susceptibles , & que vous paroissiez vouloir effectuer ; & c'est enfin de ce travail , que je tirerai ce que je vais avoir l'honneur de vous dire sur la question qui nous occupe , & à laquelle je reviens.

Votre comité , Messieurs , vous annonce de l'économie dans la recette , & l'acquit des dépenses sans frais ; en un mot , les plus grandes lumières au lieu des ténèbres épaisses dont l'ancienne fiscalité étoit entourée ; il dit que vous reconnoîtrez la véritable ligne de démarcation qui doit exister nécessairement entre les fonctions augustes du Roi & les vôtres , en matière de contribution , afin de fixer d'une manière invariable l'étendue des droits de l'homme & du citoyen , sans lesquels il n'est plus de liberté individuelle , de bonheur ni de tranquillité ; il nous fait enfin envisager que l'instant où nous devons être à jamais débarrassés de l'arbitraire résultant des anciennes loix

fiscales , ces lois seront remplacées , pour me servir des mêmes termes que votre comité , *par un code des contributions publiques.*

Votre Comité , cependant , Messieurs , ne nous fait point encore espérer la réforme entière des abus , & nous renvoie aux prochaines législatures ; mais en cela , il me semble qu'il pourroit rester moins en arrière , si plus hardi , si plus confiant dans les immenses ressources qui sont à notre disposition , il n'eût pas craint d'examiner la question qu'il appelle l'unité de l'impôt , mais que j'appelle l'unité de richesse , puisque l'impôt n'en est qu'une partie quelconque. Je passe les faits historiques que votre comité rapporte sur les différentes impositions dont le pauvre peuple a été jusqu'à présent si surchargé , & je m'arrête avec plaisir à cette partie de son rapport , où il vous dit que nous devons tous fournir aux besoins de la patrie ;

1°. Comme propriétaires , en proportion de la valeur de cette portion de richesse ;

2°. Comme citoyens , à raison de nos facultés déterminées par le prix du loyer des maisons ;

3°. Et pour le surplus , par quelques droits particuliers sur les consommations , ou perçus à l'aide des barrières ; mais ici je m'arrête un instant , & le mot de *barrières* m'épouvante : il n'est point de barrières sans commis , point de droits aux barrières sans fraude ; & dès-lors nous ne jouissons que très-imparfaitement de notre liberté. D'ailleurs , en coûte-t-il moins au consommateur de payer aux barrières plutôt qu'à titre d'abonnement ? Et l'abonnement , au contraire , ne nous débarrasse-t-il pas enfin , de toutes entraves de toutes craintes ? Le cadastre de la richesse industrielle présente-t-il plus de difficultés à dresser , que celui de nos propriétés ? Se persuade-t-on que parce que les marchandises payent , en entrant , un impôt , ce n'est pas le consommateur qui le paie ? mais c'est toujours lui ; or , pourvu qu'il paye , à quoi bon des barrières ?

! Vous verrez, Messieurs, dans un instant, si vous en avez besoin, & si la manière dont je vais avoir l'honneur de vous proposer de décréter les premières bases de l'impôt, n'est pas préférable à des lois prohibitives. Point de ces sortes de lois pour entourer des hommes jouissant de leurs droits; & apprenons à toute la terre, qu'en se communiquant librement, toute nation, loin de se nuire, ajoute infiniment à ses facultés, puisqu'elle augmente sa force de tous les bras que les lois prohibitives paralysent. Ne craignons rien pour nos manufactures nationales: la liberté ne peut que les étendre; & si quelque gros manufacturier s'y oppose, n'écoutons point sa réclamation. Nous avons supprimé tous les privilèges, & sa manufacture doit être comprise dans la suppression, si elle ne peut subsister qu'à l'aide d'un privilège.

Votre comité vous dit que les barrières sont reportées aux frontières; mais la société gagne-t-elle à ce marché? Non, elle y perd au contraire: il n'y aura ni plus ni moins de commis, ni plus ni moins de contrebandiers; & la seule différence que je trouve entre un cordon aux frontières & un cordon à plusieurs lieues des frontières, c'est que l'armée de contrebandiers qui est toujours en activité en-deçà & au-delà de la ligne, avant le reculement des barrières aux frontières, n'étoit que des François que nous avions encore quelque intérêt de voir subsister, puisque ces contrebandiers payoient des impôts; au lieu que la ligne se trouvant à l'extrémité de la France, l'armée en activité au-delà de la ligne n'est plus composée que d'étrangers qui ne nous payent rien.

Cependant, direz-vous, il nous faut des barrières, & j'en conviens; mais il ne nous en faut que pour empêcher la sortie de nos subsistances dans les années de disette, ou pour empêcher l'entrée des marchandises nuisibles à notre commerce, & à nos manufactures nationales; autrement, *liberté entière*. Des barrières sont contraires à notre déclaration des droits.

Votre comité vous dit encore, & je répète ses propres paroles :

» La culture du tabac, sa fabrication & son débit seront libres.
 » L'importation de cette denrée restant entre les mains d'une
 » compagnie, produira encore un revenu considérable, quoique
 » le prix soit baissé à un taux qui ne puisse plus attirer la contre-
 » bande ». Je réponds : encore des compagnies ! Quoi ! toujours
 des compagnies ! C'est comme pour nos besoins, toujours des
 emprunts. Eh ! Messieurs, laissez aux cultivateurs la liberté de
 vendre leurs tabacs ; & si vous voulez absolument que cette pro-
 duction contribue davantage que les autres, chargez alors les
 administrations de districts & de municipalités de surveiller cette
 branche d'impôt, d'en compter de clerk à maître ; & , pour qu'ils
 aient le plus grand intérêt à imposer les cultivateurs du tabac ,
 abandonnez le quart ou le cinquième du produit de cet impôt ,
 pour être versé dans la caisse des pauvres de ces municipalités.
 Vous devez d'autant plus être assurés de sa perception exacte ,
 que si les municipalités ne surveilloient pas, les pauvres, au profit
 desquels tourne une partie de l'impôt, surveilleroient pour elles.

Votre comité, Messieurs, termine son rapport par vous dire
 » qu'il auroit désiré de vous présenter d'abord les articles consti-
 » tutionnels, mais que les circonstances pressées où vous vous
 » trouvez, de mettre en activité les corps administratifs pour
 » l'assiette des contributions, le déterminent à vous proposer
 » d'entendre son rapport sur la contribution foncière, & à vous pro-
 » poser successivement ensuite & sans interruption toutes les
 » parties de son travail. »

Je ne puis, sans doute, qu'applaudir aux vues d'ordre que ce
 travail présente ; cependant j'aurois désiré qu'avant de vous dé-
 terminer à rien prononcer sur une partie, vous les ayez toutes
 entendues, parce que ce n'est que par l'ensemble d'un travail qu'on
 peut l'apprécier ; & c'est par cette même raison qu'en répondant,
 comme je vais le faire, au second rapport de votre comité sur la
 contribution foncière, je ne puis vous présenter quelques données
 satisfaisantes, qu'en vous faisant jeter un coup-d'œil sur les ar-
 ticles

Articles constitutionnels qui doivent servir de base à la répartition des impôts.

Vous ne reconnoîtrez pas, Messieurs, dans mon système les parties de détails que M. de Montcalm vous propose. Autant son plan vous présente d'impôts différens, autant le mien en présente peu.

J'applaudis sans doute aux vues de justice & d'humanité qui l'ont animé : il veut que le cultivateur soit dédommagé de ses sueurs; le luxe est pour lui le seul objet qu'il faut imposer; mais a-t-il songé que les tems ne sont plus les mêmes, & qu'aujourd'hui les impôts sur les objets de luxe ne feroient qu'ajouter à la misère de ceux qui gémissent de ce qu'il en est à présent si peu?

Avant la révolution, son plan eût été admirable; aujourd'hui, il seroit vraiment destructeur, & ce seroit un grand malheur s'il étoit adopté. Je reviens à mon plan.

Vous regardez sans doute, Messieurs, la fixation des impôts & la manière d'y procéder, comme la science la plus problématique; mais elle sera bien simplifiée si vous décrêtez

1°. Que la richesse est la base de l'impôt; ou, ce qui est la même chose, que l'impôt est une portion quelconque de la richesse;

2°. Que la richesse, productive ou non, doit supporter toute la charge de l'impôt;

3°. Que la richesse se représente sous trois parties principales, qu'on distingue par

Richesse territoriale,

Richesse mobilière,

Richesse industrielle;

Et que ce sera d'après ces bases que vous ferez procéder au cadastre dont je vais parler, en appliquant aux quatre-vingt-trois départemens de la France la masse de leurs contributions, quand

Cadastre général de la France.

vous aurez une fois fixé les rapports qu'il y a entre ces trois parties de la richesse.

4°. Et enfin, que le premier cadastre dont je vais avoir l'honneur de vous présenter les données, sera alors la seule & unique base des différens cadastres qui doivent se succéder, & arriver, par cette échelle que vous avez établie, du département au district, de celui-ci au canton, & de ce dernier aux municipalités, à la masse de contribution que vous chargerez chacune de ces municipalités de répartir dans le plus grand détail.

Le cadastre dont il s'agit, & auquel je ne donne que le titre de cadastre provisoire, peut être fini avant la fin de l'année.

Vous pouvez le faire exécuter en même temps dans les quatre-vingt-trois départemens, par les directoires des 547 districts, à l'aide d'une simple lettre circulaire portant une série de demandes, auxquelles il ne faudra pas beaucoup plus de quinze jours pour répondre.

C'est une opération infiniment simple en elle-même, & vous ne devez point vous épouvanter du mot *cadastre*, parce que celui que je vous propose, dans son véritable sens, n'est autre chose qu'une simple rédaction de rôle de contribution, dressé par les personnes intéressées à ce qu'il soit bien rédigé.

Pour vous rendre compte de son exécution, c'est le travail d'un comité qui vous manque, & auquel je propose de donner le titre de *Comité de Cadastre*. Vous ne tarderez sûrement pas à l'établir. Messieurs, ce comité, puisque vous ne pouvez parvenir à fixer, sans lui, vos impôts pour 1791, & sur-tout, que sans la fixation des bases de l'impôt, les amateurs de vos biens ne se détermineront jamais à acquiescer.

Il est inutile que je m'étende beaucoup sur la contribution foncière que votre comité traite dans son second rapport. Je ne puis, dans mon système, la considérer que comme un objet isolé, sur-tout, puisque le plan dont je vais avoir l'honneur

de vous présenter l'ensemble , embrasse toutes les parties de l'impôt.

Je n'entrerai , Messieurs , dans aucun détail sur l'origine des impôts & leur augmentation graduelle , ni sur le mode de les percevoir , ni enfin , sur la question de savoir si l'impôt en argent n'est pas préférable à l'impôt en nature.

Ces questions ont été tant rebattues , que ce seroit abuser de votre temps que de vous en entretenir d'ailleurs , ce n'est point par de simples raisonnemens que je prétends convaincre , c'est par des calculs faciles à vérifier.

Votre comité , Messieurs , propose de fixer la contribution foncière à 240 millions , parce que le denier étant la deux cent quarantième partie de la livre , chaque denier vaut un million.

J'adopte bien volontiers cette mesure ; elle sera la base de toute mon opération.

Suivant le compte rendu au Roi au mois de mars 1788 , la masse des impôts s'élevoit à 472,415,549 liv.

Et suivant l'auteur du livre de l'Administration des finances de la France , le peuple payoit réellement 584,400,000 livres ; ainsi le peuple payoit près de 112 millions au-delà de la somme entrant au trésor public.

Il n'est pas nécessaire d'en dire la cause , nous la connoissons tous ; c'étoit les frais de régie , &c. , &c.

Les besoins actuels , si l'on comprend le traitement fait au clergé , s'élèveront , sans doute , au moins à cette somme de 584,400,000 liv. Je la prends pour base des impôts à répartir pour l'année 1791 , sauf toutefois à augmenter ou diminuer de quelques sols pour livre , s'il en est nécessaire.

J'ai l'honneur même de prévenir l'Assemblée que pour faciliter les calculs , je supposerai que les besoins doivent s'élever à 600 millions ; & comme votre comité s'arrête à une somme de 240 millions pour la contribution foncière ou territoriale , à

s'ensuit qu'il reste une somme de 360 millions à répartir sur la richesse mobilière & industrielle.

Si ces deux dernières richesses étoient égales entr'elles, l'opération se réduiroit à diviser la somme en deux parties égales; mais comme la richesse mobilière ne paroît être moindre que la richesse industrielle, d'un tiers environ, il résulte alors que la richesse mobilière ne s'élève qu'à moitié de la richesse foncière, ou à une somme de 120 millions de contribution, & que la richesse industrielle est égale à la richesse foncière, ou à une somme de 240 millions de contribution.

Si cette première répartition repose sur des bases véritables, le problème de l'impôt est résolu.

J'ai posé pour principe que la richesse doit seule l'impôt. Or, si nous supposons que l'impôt doit être de trois vingtièmes du revenu, fixé sur le pied de 5 pour 100 du capital, il s'ensuit que d'après cette hypothèse & celle d'une imposition de 600 millions, la richesse s'élèveroit à 80 milliards; mais au lieu de milliards, ne parlons que de parties, & disons, la richesse s'élève à une somme quelconque, qui se divise en quatre-vingt parties.

S A V O I R :

32 pour la richesse foncière ou territoriale.

16 pour la richesse mobilière, mais que je distingue ici par celle que le comité impose sous le titre de contribution des facultés des citoyens, d'après le prix de bail des maisons, & que j'appellerai contribution facultative,

Et 32 pour la richesse industrielle.

Richesse foncière.

Fixer la richesse foncière aux trente-deux quatre-vingtièmes, ou aux deux cinquièmes de la richesse totale, c'est supposer, à

cinq pour cent, si le quatre-vingtième étoit un milliard, un revenu de seize cents millions; mais comme nous savons tous que les biens-fonds s'achètent communément au denier trente, cela réduit le revenu des biens-fonds à un milliard & un tiers de million, & cela s'accorde parfaitement avec l'opinion de ceux qui casent au plus bas; car nos meilleurs calculateurs élèvent les revenus de nos immeubles à plus de treize cents millions. De là il résulte que la contribution foncière peut se répartir de deux manières; la première, en évaluant ce que le champ vaut d'écus, & en l'imposant alors sur le pied de trois vingtièmes de son revenu, fixé à raison de cinq pour cent du capital; ou en l'imposant sur le pied de quatre vingtièmes & demi du revenu net, ce qui est la même chose.

Observez ici, Messieurs, qu'ayant casé au plus bas, si la richesse foncière vaut quinze cents millions de revenu, la contribution foncière ne sera que de trois vingtièmes du revenu net; ce qui seroit bien avantageux pour l'agriculture.

Richesse facultative ou mobilière.

La fixation de l'impôt sur la richesse mobilière doit se faire de la même manière; mais comme le comité semble distinguer cet impôt sous celui de citoyen, à raison de ses facultés, déterminées par le prix du loyer des maisons, je vais tâcher de déterminer à quoi pourroit s'élever le prix des loyers de tous les édifices en France, si tous étoient donnés à bail. On conçoit que le prix doit être l'intérêt résultant de la valeur intrinsèque des mêmes édifices, & de ce que chacun produiroit d'écus, s'il étoit mis en vente. Or cette évaluation est facile à faire, si l'on détermine dans quelle proportion un propriétaire se loge. Un propriétaire se loge, je pense, dans la proportion du dixième de son revenu; c'est-à-dire que l'homme qui jouit de six à sept mille livres de rente, occupe communément des édifices qui pourroient se louer six à

sept cents livres. Or, la France présente une richesse de quatre milliards de revenu, soit territoriaux, soit mercantiles & industriels; par conséquent le prix du loyer de tous les édifices pourroit donc s'élever à une somme de quatre cents millions : nous en avons cent-vingt à répartir pour la fixation de l'impôt sur la richesse mobilière des maisons ; ainsi il faut imposer les édifices sur le pied de deux cinquièmes du prix des loyers ou des revenus, fixés à cinq pour cent de la valeur intrinsèque des mêmes édifices.

Cette richesse mobilière ou facultative étant le résultat de la richesse foncière & de la richesse industrielle, elle devient, dans mon système d'imposition, le générateur de l'impôt, & c'est pour cela que je lui donne le titre de *contribution facultative*.

Richesse industrielle.

La fixation de l'impôt sur la richesse industrielle, en prenant pour base le prix du loyer de la maison de l'artiste, marchand, ouvrier ou autres, est, dans mon système, une opération dont le résultat est absolument le même que celui de la contribution foncière, avec cette seule différence, que dans la contribution foncière c'est le revenu du propriétaire qui fait le prix de son loyer, & que dans la contribution industrielle c'est le prix du loyer qui fixe la hauteur de la contribution industrielle.

La richesse industrielle s'élève, comme je l'ai dit plus haut, aux Le cinquièmes de la richesse totale, ou à l'égal de la richesse foncière. Pour m'en assurer, j'ai fait une opération bien simple.

En voici le résultat :

Dans un lieu où l'industrie tient un juste milieu, où le commerce se balance comparativement au reste du royaume, & où il se trouve une population d'environ 2000 ames, en un mot dans un lieu que je regarde comme la douze mille cinq centième partie de la France, soit en richesse, soit en population, j'ai reconnu que,

Dans 500 chefs de famille, 12 vivent comme bourgeois jouissant de 2 à 4000 liv. de revenu, 49 comme marchands, gagnant depuis 1000 jusqu'à 2000 liv.; 125 comme ouvriers, gagnant 4 à 600 liv.; 200 comme manouvriers, gagnant environ 300 liv. 50 comme veuves ou filles célibataires gagnant 150 liv., & 64 pauvres ne gagnant rien.

Ainsi, 436 chefs de famille jouissent donc de 240.000 liv. de revenu ou bénéfice annuel.

En supposant, comme de raison, une pareille industrie dans le reste de la France & 25 millions d'ames, le revenu industriel s'élève donc à environ trois milliards, qui doivent acquitter 240 millions de contributions, soit à titre d'abonnement, soit par des impôts indirects, en un mot, de la manière que l'Assemblée le jugera le plus convenable.

Mais comme les trois dernières classes, dans le cas d'un abonnement, ne peuvent supporter aucun impôt, & que la première ne fait aucun commerce, il reste environ 1600 millions sur lesquels il faut répartir les 240 millions d'impôt de richesse industrielle, ce qui revient à trois vingtièmes, & toujours au calcul que j'ai mis en avant, & qui n'est point forcé.

Il résulte, Messieurs, de tout ce qui précède, que, dans mon système, dès qu'on connoît le nombre d'habitans d'un département, d'un district, d'un canton, & souvent d'une municipalité; qu'on a opéré en détail de la même manière que je viens de le faire, toutes les richesses se trouvent, par ce procédé, exactement encadrées, & ce sont ces opérations simples, successives & de la plus facile exécution, que j'appelle cadastres, soit généraux, soit particuliers.

Pour abrégér toute définition à ce sujet, j'ai l'honneur de vous en présenter un d'autant plus intéressant dans l'état actuel des choses, qu'il résout véritablement le problème de l'impôt.

Ce premier cadastre, Messieurs, est le fruit de ce travail

qui m'occupe depuis six mois au comité de constitution, & dont je desiré de vous faire le rapport, comme j'ai eu l'honneur de vous le dire plus haut.

Les masses de la contribution ont été puisées dans le livre de l'Administration des finances de la France, par M. Necker, & je les crois très-justes. Il est cependant possible qu'il se soit glissé quelques erreurs; mais les erreurs ne peuvent se communiquer; d'ailleurs, elles pourront se rectifier très-facilement en priant MM. les Députés des anciennes généralités, de se rassembler à cet effet devant MM. d'un comité de cadastre, que je crois nécessaire de composer de deux membres du comité des finances, de deux membres du comité d'imposition, & de deux membres pris dans le sein de l'assemblée nationale.

Si vous voulez, Messieurs, entendre la lecture de ce premier cadastre, vous connoîtrez ce que chaque département contient de lieues quarrées, combien il y a de citoyens, & combien il doit supporter de contribution.

Pour faciliter les travaux de cadastre, j'ai divisé la France en neuf parties ou régions, composées toutes de neuf départemens, sauf la région de Paris ou du Nord qui en contient onze.

En divisant ensuite vos masses de contribution de chaque département, par cinq, vous aurez aussitôt les données des trois contributions: savoir, deux cinquièmes pour la contribution foncière; un cinquième pour la contribution facultative des citoyens, & deux cinquièmes pour la contribution industrielle; & alors, combien ne sera-t-il pas facile, Messieurs, à chaque département, de faire sa répartition, quand vous aurez déterminé ces trois bases de la contribution. J'ai l'honneur de vous supplier, Messieurs, de les arrêter, ces bases; & à cet effet, je vous propose de décréter ce qui suit.

Je commence le projet de décret par les deux articles constitutionnels que j'ai eu l'honneur de vous soumettre pour la liquidation de la dette publique.

CADASTRE

CADASTRE GÉNÉRAL DE LA FRANCE,

Par ordre de Régions & Départemens.

NOTA. J'ai l'honneur d'observer que quelles que soient les masses de contribution attribuées à chaque département, les sommes ne représentent toujours que les trois vingtièmes du revenu de la richesse foncière, fixée au denier vingt.

Les deux cinquièmes du prix des loyers de maisons, pour la contribution des facultés des citoyens : le prix des loyers fixé au dixième des revenus.

Et les trois vingtièmes du revenu de la richesse industrielle, fixée par dix fois le prix du loyer.

Et que si la richesse d'un département, soit foncière, soit mobilière ou facultative, soit industrielle, ne peut atteindre le prix porté au cadastre, ce seroit une moins-value à déduire & à répartir sur les autres départemens de la généralité ; le maximum des contributions des citoyens ne devant jamais excéder les taux ci-dessus fixés.

J'observe aussi que cette manière d'imposer pour l'année 1791. comprenant tous les impôts, les salaires & pensions du clergé, ainsi que les sommes nécessaires aux besoins des pauvres, entretien & confection des chemins, même frais de régie des contributions, les impôts qui seront conservés seront déduits sur les trois contributions, en proportion de leur importance, & que, par cette déduction, la contribution industrielle ne s'élèvera guère au-dessus de 200 millions.

J'observe enfin qu'en proposant ce mode de contribution, j'ai toujours néanmoins entendu qu'il ne seroit adopté dans les différens départemens, qu'autant que cette mesure leur seroit plus avantageuse que toutes celles qui pourroient être proposées; autrement, libre, pour 1791, aux départemens d'asseoir l'impôt de la manière qu'ils croiront la plus avantageuse.

Je n'ai point donné la manière de procéder à l'exécution de ce cadastre, ainsi qu'à celle des différens cadastres qui devront se succéder : je le ferai quand on traitera le mode de répartition. J'ai l'honneur de prévenir seulement que ces moyens d'exécution peuvent s'appliquer au plan que M. Rey propose. Nos deux plans tendent au même but, & peuvent se concilier facilement.

CADASTRE GÉNÉRAL.

	Région du Nord.	Lieues carrées.	Population.	Contribution.
1	Paris.....	22.....	680,000....	76,840,000 l.
2	Seine & Oise....	295.....	300,000....	9,900,000
3	Oise.....	289.....	300,000....	9,260,000
4	Seine & Marne..	320.....	324,000....	10,692,000
5	Eure & Loire...	273.....	216,000....	6,400,000
6	Eure.....	293.....	375,000....	14,400,000
7	Seine inférieure.	329.....	418,000....	17,000,000
8	Somme.....	311.....	362,000....	10,800,000
9	Pas de Calais...	349.....	550,000....	11,000,000
10	Nord.....	300.....	533,000....	11,000,000
11	Aisne.....	374.....	367,550....	9,960,000

TOTAL.... 3,155..... 4,425,550.... 187,252,000 l.

	Région des Sources.	Lieues carrées.	Population.	Contribution.
12	Aube.....	280.....	185,000....	5,206,000 l.
13	Marne.....	400.....	265,000....	7,456,000
14	Ardennes.....	242.....	160,400....	4,514,000
15	Meuse.....	308.....	236,500....	5,078,000
16	Mozelle.....	294.....	272,000....	4,600,000
17	Meurthe.....	303.....	356,500....	4,600,000
18	Haute-Marne...	303.....	200,900....	5,653,000
19	Voges.....	349.....	300,000....	4,200,000
20	Bas-Rhin.....	237.....	340,000....	5,000,000

TOTAL.... 2,716..... 2,316,300.... 46,307,000 l.

	Région du Levant.	Lieues carrées.	Population.	Contribution.
21	Haut-Rhin.....	214.....	287,000....	4,240,000 l.
22	Haute-Saône....	270.....	235,000....	3,508,000
23	Doubs.....	269.....	210,000....	3,179,600
24	Jura.....	272.....	234,000....	3,288,400
25	Côte-d'Or.....	437.....	400,000....	8,042,000
26	Saône & Loire..	411.....	377,000....	7,580,000
27	Ain.....	300.....	275,500....	5,540,000
28	Ifère.....	458.....	284,600....	5,304,000
29	Rhône & Loire..	427.....	633,600....	19,950,000

TOTAL.... 3,058..... 2,936,700.... 60,432,000 l.

	Région du Rhône.	Lieues quarrées.	Population.	Contribution.
30	Haute-Loire.....	254.....	200,000.....	4,309,000 l.
31	Ardèche.....	260.....	197,000.....	4,344,000
32	Drome.....	339.....	210,000.....	3,914,000
33	Hautes-Alpes.....	283.....	170,000.....	3,170,000
34	Basses-Alpes.....	388.....	205,000.....	4,065,500
35	Var.....	344.....	247,000.....	4,909,000
36	Bouches du Rhône	326.....	302,000.....	6,025,500
37	Corse.....	540.....	124,000.....	600,000
38	Gard.....	279.....	211,500.....	4,664,000

TOTAL..... 3,013..... 1,866,500..... 36,001,000 l.

	Région du Midi.	Lieues quarrées.	Population.	Contribution.
39	Herault.....	327.....	248,000.....	5,466,000 l.
40	Lozere.....	242.....	183,400.....	4,044,000
41	Cantal.....	273.....	260,000.....	5,134,000
42	Aveiron.....	420.....	278,000.....	6,186,000
43	Tarn.....	285.....	216,000.....	4,763,000
44	Aude.....	311.....	235,800.....	5,200,000
45	Pyrénées Orient.	220.....	152,000.....	2,620,000
46	Arriege.....	239.....	160,000.....	2,735,000
47	Haute-Garonne..	347.....	237,800.....	4,520,000

TOTAL..... 2,664..... 1,971,000..... 40,668,000 l.

	Région de la Garonne.	Lieues quarrées.	Population.	Contribution.
48	Gers.....	380.....	252,000.....	3,835,000 l.
49	Hautes-Pyrénées.	246.....	148,000.....	2,160,000
50	Basses-Pyrénées.	446.....	269,000.....	3,926,000
51	Landes.....	461.....	231,000.....	3,424,000
52	Gironde.....	549.....	570,000.....	9,980,000
53	Lot & Garonne..	273.....	283,000.....	4,755,000
54	Lot.....	382.....	252,000.....	5,618,500
55	Dordogne.....	428.....	380,000.....	6,380,000
56	Corrèze.....	296.....	238,540.....	3,280,000

TOTAL..... 3,461..... 2,623,540..... 43,268,500 l.

	Région du Couchant.	Lieues quarrées.	Population.	Contribution.
57	Haute-Vienne,....	248.....	200,000....	2,750,000 l.
58	Charente.....	309.....	251,400....	4,765,000
59	Charente-inférieure	360.....	345,400....	7,168,000
60	Vendée.....	327.....	212,000....	3,960,000
61	Deux-Sevres.....	307.....	200,000....	3,732,000
62	Vienne.....	354.....	264,400....	4,237,000
63	Indre & Loire.....	323.....	328,000....	7,708,000
64	Maine & Loire..	365.....	370,000....	8,700,000
65	Loire inférieure..	373.....	476,000....	6,250,000

TOTAL.... 2,966..... 2,647,200... 49,270,000 l.

	Région des Mers.	Lieues quarrées.	Population.	Contribution.
66	Sarthe.....	336.....	340,000....	8,000,000 l.
67	Mayenne.....	94.....	302,000....	7,110,000
68	Ille & Villaine....	357.....	460,000....	6,000,000
69	Morbihan.....	360.....	460,000....	6,037,000
70	Finistère.....	353.....	450,000....	5,503,000
71	Côtes du Nord..	339.....	430,000....	5,400,000
72	Manche.....	278.....	310,000....	8,165,000
73	Calvados.....	358.....	408,000....	9,995,000
74	Orne.....	310.....	362,000....	10,300,000

TOTAL.... 2,985,.... 3,522,000... 66,910,000 l.

	Région du Centre.	Lieues quarrées.	Population.	Contribution.
75	Loir & Cher....	323.....	243,000....	7,096,000 l.
76	Loiret.....	337.....	253,000....	7,493,000
77	Yonne.....	400.....	412,000....	12,900,000
78	Nievre.....	374.....	237,000....	4,317,000
79	Cher.....	372.....	259,000....	4,060,000
80	Indre.....	368.....	253,500....	3,940,000
81	Creuse.....	290.....	205,400....	3,270,000
82	Allier.....	364.....	230,700....	4,203,000
83	Puy de Dôme....	382.....	380,000....	7,504,000

TOTAL.... 3,210..... 2,473,600... 54,783,000 l.

Rapport des Régions.

	Lieues quarrées.	Population.	Contribution.
Régions	Nord.... 3155....	4,425,550...	187,252,000 l.
	Sources.. 2716....	2,316,300...	46,307,000
	Levant.. 3058....	2,936,700...	60,432,000
	Rhône.. 3013....	1,865,500...	36,001,000
	Midi... 2664....	1,971,000...	40,668,000
	Garonne 3461....	2,623,540...	43,268,500
	Couchant 2966....	2,647,200...	42,270,000
	Mers... 2985....	3,522,000...	66,910,000
	Centre.. 3210....	2,473,600...	54,783,000

TOTAL 27,228... 24,782,390... 584,891,500 l.

PROJET DE DECRET.

ARTICLE PREMIER.

L'EMPRUNT & toutes opérations qui en portent le caractère, s'il n'est pourvu en même temps au remboursement, sont défendus en France.

I I.

L'impôt pesant sur tous les citoyens, dans la proportion de la richesse de chacun, sous quelque forme que cette richesse se représente, productive ou non, sera la seule mesure que la Nation emploiera pour subvenir à ses besoins ordinaires.

I I I.

La richesse sur laquelle l'impôt sera prélevé, se divise en trois parties sous les dénominations suivantes.

La richesse territoriale, foncière ou immobilière.

La richesse mobilière ou facultative.

La richesse industrielle ou mercantile.

I V.

La contribution sur les trois richesses sera répartie dans les proportions suivantes.

Deux cinquièmes de la richesse foncière, &c.

Un cinquième sur la richesse mobilière, sous le titre de Contribution facultative des Citoyens, d'après le prix des loyers des maisons ou autres édifices, & deux cinquièmes sur la richesse industrielle & mercantile.

Les Comités des Impositions & des Finances réunis , présenteront incessamment un projet de décret des impôts conservés ; mais ils ne conserveront que ceux qui ne seront pas nuisibles à la liberté , & qui n'exigeront ni gardes , ni barrières pour leur perception.

V I.

Le Cadastre présenté à l'Assemblée sera vérifié , & à cet effet , il est établi un Comité de Cadastre composé de six membres ; dont deux pris dans le Comité des Finances , deux dans celui des impositions , & deux dans le sein de l'Assemblée Nationale , & la nomination sera faite par liste à la majorité relative.

V I I.

Le Comité de Cadastre présentera aussi incessamment un projet de Cadastre provisoire , pour la répartition des impôts de 1791.
